

EQUITABLE CAFE, MARSEILLE, 23 février 2018

RENCONTRE AVEC JEAN STERN, auteur de "MIRAGE GAY A TEL-AVIV"

A l'invitation de BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) France -Marseille et de Palestine 13, Jean Stern vient présenter « Mirage Gay à Tel-Aviv », son dernier ouvrage, paru en 2017, aux Editions Libertalia. Cofondateur du magazine Gai Pied, en 1979, il a été par la suite journaliste à Libération, puis à La Tribune.

Préambule

Jean Stern précise que son livre est le résultat d'une enquête qu'il a menée sur un sujet méconnu : le pinkwashing (lessiveuse rose). C'est-à-dire une stratégie de marketing politique, élaborée par l'Etat israélien, visant à enrayer la dégradation de l'image d'Israël, en camouflant la guerre et l'occupation, tandis que le même Etat enferme les gays palestiniens dans le statut de victimes d'un pouvoir palestinien, radicalement homophobe.

Ayant écrit pour l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), Jean Stern s'est souvent rendu en Israël. Après l'assassinat du président Rabin, en 1995, il décide de ne plus y retourner. Mais, en 2009, sur proposition d'un collègue, professeur de journalisme, il accepte de se joindre à un voyage d'études d'étudiants de leur école, qui lui permet aussi de revoir une partie de sa famille, installée en Israël.

A peine atterri et avoir retrouvé une cousine, le 1er août 2009, il entend celle-ci recevoir un appel téléphonique alarmant : deux jeunes gays viennent d'être abattus au centre communautaire de Bar Noar, au centre de Tel Aviv. Le lendemain de l'assassinat, c'est un défilé de ministres affligés et un meeting rassemblant près de 4 000 participants, qui entonnent l'hymne sioniste Ha-Tikva. Benyamin Netanyahou, le Premier ministre, un des leaders de la droite dure, affiche une immense compassion. La situation intrigue Jean Stern, comme un autre événement survenu ultérieurement.

Les mariés de Montpellier

En mai 2013, huit jours après la loi Taubira, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, la maire de Montpellier procède au premier mariage d'un couple homosexuel en France, deux militants LGBT de sa ville, en présence de Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre des droits des femmes. A Tel-Aviv, Mira Marcus découvre les images de la noce. Elle est conseillère-presse du maire, Ron Huldai, ancien général de l'armée de l'air, membre du parti travailliste, préoccupé par l'image extérieure d'Israël et notamment par celle de Tel Aviv.

Car l'opinion étatsunienne, traditionnellement favorable à Israël, est en passe de devenir hostile et exprime de plus en plus son hostilité dans des mouvements touchant les universités, les syndicats...La campagne BDS lancée par les Palestiniens trouve un écho de plus en plus large. De surcroît, les touristes qui viennent en Israël, motivés par des considérations religieuses, n'ont aucune raison de s'arrêter à Tel Aviv.

Le maire de Tel Aviv décide alors d'inviter les deux jeunes mariés de Montpellier à venir visiter sa ville, tandis que l'ambassadeur de France les convie à séjourner dans sa résidence de Jaffa. « Un quasi voyage officiel », ponctue Jean Stern. La ville est pavoisée aux drapeaux arc-en-ciel des gays. Des images du bonheur des épousés dans la parade gay de Tel Aviv circulent dans les médias du monde entier et notamment dans les réseaux gay. En France, ils ont même droit à un article dans le Figaro, qui avait pourtant été en première ligne dans l'opposition à la loi Taubira !

La situation est d'autant plus inouïe en Israël que le mariage homosexuel n'y est pas reconnu, de même d'ailleurs que le mariage civil tout court ! Les candidats à cette catégorie d'union se rendent à l'étranger, le plus souvent à Chypre, car géographiquement très proche.

Le fait déterminant dans la décision de Jean Stern de mener une enquête se produit, au début de l'année 2014, en Nouvelle Zélande.

La parade gay d'Auckland

Ouverte par le maire d'Auckland et l'ambassadeur des Etats-Unis, la parade comporte deux invités d'honneur : l'armée néo-zélandaise et Israël dont les membres de l'ambassade agitent des drapeaux israéliens et des drapeaux arc-en-ciel, ornés de l'étoile de David. Une quinzaine de militants du mouvement « Queers against Israeli Apartheid » sortent de la foule, en scandant : « Pas de fierté gay sous occupation ! ».

Le service d'ordre de la parade, formé de gays, type « armoires à glace », d'obédience « chrétiens évangélistes », marqués politiquement à droite, se met à expulser brutalement les protestataires. « Voir des gays cogner sur d'autres gays, pour défendre Israël, non et non ! », se révolte Jean Stern, prêt à entamer une enquête approfondie.

L'origine du pinkwashing

Jean Stern découvre qu'il faut remonter à 2007 pour situer le lancement de cette opération marketing, sous la houlette de Tzipi Livni, ex-agent du Mossad et figure neuve de la politique israélienne. Celle-ci sait combien l'image d'Israël est désastreuse et que c'est un pays où personne n'a envie d'aller passer ses vacances. Elle crée le service « Israel Brand Management Team » (équipe de management de la marque Israël) et nomme, à sa tête, Ido Aharoni, un diplomate rompu au marketing, directeur de la communication de son cabinet de ministre des Affaires étrangères.

Un marketing politique offensif doit permettre de gagner « la bataille de la narration », c'est-à-dire « faire prendre des vessies pour des lanternes », traduit Jean Stern. Si « la terre de la création » est un slogan qui parle aux touristes chrétiens, ces derniers, venant notamment de Pologne, des Philippines, ou de pays d'Amérique latine, dépensent chichement dans leurs modestes séjours, centrés sur Jérusalem et Bethléem. Leurs circuits n'incluent pas Tel Aviv et ses lieux de divertissements branchés, qui pourraient attirer des touristes hauts de gamme.

Tel Aviv est une ville de high tech, de start-ups, « en pointe pour la surveillance de masse », précise Jean Stern, mais cela ne constitue pas un atout de promotion touristique, contrairement à ses plages, animées de bars et de boîtes de nuit, offrant la trilogie « sea, sex and sun ». Le slogan de cette ville d'à peine 400 000 habitants devient alors : « Tel Aviv, la ville qui ne dort jamais ! »... et qui se présente formidablement accueillante pour les gays fortunés, la clientèle ciblée. Le temps est révolu des années 1970, où la drague nocturne se déroulait dans le seul parc de l'Indépendance, mais où gays juifs et arabes pouvaient encore se rencontrer. Tel Aviv connaît désormais un processus de gentrification et le coût de l'immobilier y flambe, reléguant les pauvres en banlieue.

La virilité dans le projet sioniste

Israël a été formé initialement par des non-religieux, pensant que les Juifs avaient été « efféminés par la religion ». L'idée que des artisans juifs et arabes pouvaient vivre ensemble exaspérait David Ben Gourion, qui va poursuivre le projet de « changer le corps du Juif ». Il faut viriliser le Juif et en faire un homme nouveau, sur la base de deux institutions : le kibboutz où le travail de la terre est censé « faire fleurir le désert », et l'armée, obligatoire dès 18 ans, avec 2 ans de service pour les filles et 3 ans pour les garçons. Mais l'armée, c'est aussi un creuset pour l'homosexualité, le lieu où on échappe à la famille et où l'on a souvent sa première expérience sexuelle.

L'obsession démographique

La crainte que les Arabes deviennent plus nombreux que les Juifs à l'horizon 2050 tourmente Israël, où la pilule contraceptive n'est pas remboursée, l'avortement légalement très limité, et où la natalité est encouragée par différents biais (primes et exonérations fiscales). Israël est le premier pays à avoir autorisé la FIV (fécondation in vitro), en 1981. La loi y a permis ensuite la GPA (gestation pour autrui), en 1996. Mais celle-ci étant réservée aux hétérosexuels, les homosexuels, voulant de plus en plus avoir des bébés, se rendent à l'étranger, où le prix de location du ventre d'une femme varie selon les lieux : élevé pour une californienne (encore plus élevé, si elle est juive), beaucoup moins élevé pour une népalaise.

Le précepte religieux selon lequel la judéité est héritée de la mère peut recevoir une interprétation adoucie, selon des rabbins pragmatiques, dès lors qu'au moment de la circoncision, à l'âge de 3 mois, la phrase rituelle prononcée est : « Tu es juif, au nom du Père ! ». « Finalement, en Israël, on peut s'arranger avec tout, sauf avec les Palestiniens », s'exclame Jean Stern.

L'armée israélienne, « gay-friendly »

En 1993, un officier meurt d'un cancer. Son compagnon dépose un recours pour être reconnu comme son veuf officiel, afin de pouvoir assister aux manifestations organisées par l'armée, ce qu'il finit par obtenir, en vertu d'une décision de la Cour suprême.

Dès 1994, l'armée israélienne, après celle des Pays-Bas –pays réputé de longue date pour sa tolérance-, est la deuxième armée au monde à donner des droits aux gays, malgré une homophobie toujours prégnante dans la société israélienne, en lien avec l'interdit religieux de l'homosexualité.

Si un gay israélien peut aujourd'hui faire à peu près tout ce qu'il veut, c'est tout le contraire pour un gay palestinien.

La situation des gays palestiniens

De l'autre côté du mur, dans les Territoires occupés, ou à Gaza sous blocus, les gays vivent dans l'angoisse d'être découverts, au sein d'une société, où l'homosexualité est un tabou majeur. En septembre 2014, le quotidien populaire israélien de droite Yediot Aharonot met en lumière leur vulnérabilité face à l'armée israélienne, en publiant le texte de 43 réservistes de l'unité de surveillance électronique N° 8200. Celle-ci, en pointe de la technicité, est chargée de repérer et de traquer les Palestiniens, dès lors qu'ils sont gays, ou endettés, ou pratiquent l'adultère. Un gay palestinien démasqué, pour échapper à la persécution de sa propre société, est alors poussé à devenir « le collabo » d'une armée, par ailleurs affichée gay-friendly. « Un chantage immonde » !

Quand un gay réussit à passer le mur et les check-points, Israël, en violation de sa propre signature de la convention de Genève de 1951, lui refuse le statut de réfugié. Ils sont ainsi environ un millier de gays palestiniens, au sud de Tel Aviv, à vivre dans l'insécurité et la misère du sans-papier.

Bilan de « la bataille de la narration »

80 millions de dollars sont dédiés chaque année à cette bataille idéologique, qui s'avère, au bout du compte, une réussite. Ainsi, Jean Stern relève une nette évolution du discours des gays qu'il a recueilli par entretiens.

En 2014, le touriste gay est d'abord là « pour le fun ». Il n'a pas d'avis sur la Palestine : « c'est compliqué ! ». En 2016, le ton a changé : « Tu nous emmerdes avec ta question. Israël a raison de se défendre contre les Arabes ! ». Les homonationalistes (expression forgée par l'universitaire américaine Jasbir K. Puar, dans son essai « Homonationalisme, politiques queer après le 11 septembre »), arrivant par charters à Tel Aviv, en provenance des Pays-Bas, d'Autriche et autres pays occidentaux sont le plus souvent convaincus que « le problème, c'est les Arabes et l'islam... ». En France, lors des dernières présidentielles de 2017, 38 % des homosexuels mariés ont voté Marine Le Pen, entourée de conseillers gays, et qui a assuré qu'elle ne ferait pas « la police de la braguette ».

Réactions et discussions

-Un participant se dit horrifié par le fait que le compagnon d'un militaire décédé soit reconnu en tant que « veuf », alors que le mariage homosexuel est interdit en Israël. Comme si le mariage ne pouvait intervenir que dans la mort...

-Interrogé sur le mouvement israélien **Black Laundry** (blanchisserie noire), Jean Stern précise que ce groupe a comporté des Palestiniens dans ses rangs et qu'il a été fondé après la seconde Intifada. Ses militants, sur le modèle du happening pratiqué par Act Up en France, ont, par exemple, manifesté, en s'habillant de noir, derrière des banderoles qui clamaient : « Pas de fierté à l'occupation ! ». Le groupe a fini par se déliter. Beaucoup de jeunes gays israéliens choisissent de quitter Israël, une société restée homophobe, malgré son président « Bibi, gay-friendly », mais où des rabbins proposent « des thérapies de conversion pour devenir hétéro » ! Ces jeunes préfèrent aller vivre à New-York, Londres ou Paris, et surtout à Berlin...Globalement, les Israéliens sont d'ailleurs, chaque année, environ 50 000 à quitter leur pays pour s'installer à l'étranger, quand 15 000 personnes y arrivent pour leur alya.

-A propos de l'opération « **Tel Aviv sur Seine** », promue en août 2015, dans le cadre de « Paris-plages », Jean Stern explique que la mairie de Paris éprouve « une passion militante » pour Israël, depuis la mandature de Bertrand Delanoë. Et que la présente saison France-Israël de 2018 est une coproduction financière France-Israël.

-Les actions de l'équipe « **Israël Brand Management Team** », fondée par Tzipi Livni, sont financées à 50 % par le gouvernement israélien, 25 % par la Ville de Tel Aviv et 25 % par le syndicat des hôteliers. Ils sont 25 000 commerçants de Tel Aviv à recevoir des drapeaux arc en ciel, pour donner une bonne image de la ville, lors de la parade gay. Une feuille de route est distribuée aux chauffeurs de taxi, habituellement plutôt revêches, les invitant à être polis et accueillants. Et, de fait, observe Jean Stern, « le chauffeur pense à mettre le compteur en marche, t'offre une cigarette »...

-Un participant remarque la différence existante entre Tel Aviv où la promotion de l'image gay à destination de l'extérieur est financée en partie par la mairie, tandis qu'à Jérusalem-ouest, il existe un centre communautaire gay, alimenté financièrement par ses seuls bénévoles, qui organisent une gay pride associative. Une différence qui, affirme Jean Stern, est sans effet sur **la centralité de la question coloniale, dans un contexte général de racisme anti-arabe** offensif. Le ministre de l'Education nationale, Naftali Bennet, se vante d'avoir « tué des Arabes, sans aucun problème ». Avigdor Liberman, ministre de la Défense, est un habitué des déclarations incendiaires anti-arabes. « **La réalité israélienne est une réalité violente** », insiste Jean Stern.

-Le motif de l'exécution de trois Palestiniens à Gaza, en 2015, interroge. Ont-ils été condamnés à mort parce qu'homos ? Parce que collabos, comme l'a déclaré le Hamas ? Sans avoir la réponse, Jean Stern explique que les gays à Gaza, sous la férule du Hamas, sont encore plus opprimés qu'en Cisjordanie occupée, mais **le chantage israélien à la collaboration** les cible pareillement, sans susciter de réaction des gays de Tel Aviv, qui se contentent de rabâcher sur l'homophobie des Palestiniens.

- **Deux mouvements LGBT palestiniens** existent actuellement. L'un est basé à Jérusalem-est, Al-Qaws (arc en ciel en arabe), et l'autre, Aswat (les voix), se trouve à Haïfa. Al-Qaws, actif en Israël et dans les Territoires occupés –surtout à Ramallah et Bir Zeit -organise des sessions de formation pour retrouver « une histoire confisquée ». Aswat accomplit un très beau travail sur les amours masculines dans la poésie, une tradition culturelle ancienne chez les grands poètes arabes, tel le Bagdadi du Xème siècle, Abou-Moutahhar Al-Azdî. Ces mouvements affirment une identité qu'Israël voudrait voir « enfermée dans celle de victimes ».

-Comment expliquer **le virage politique à droite et anti-arabe des gays** ? Jean Stern se réfère d'abord au célèbre essai d'Edward Saïd, L'Orientalisme, où l'Orient est décrit comme un lieu mythifié, où l'on peut chercher « l'expérience inaccessible en Europe », sur le mode du pas-vu-pas pris, au Caire, à Tunis, à Tanger...Plusieurs grands écrivains français ont évoqué leurs plaisirs homosexuels en Orient : Flaubert, André Gide, Jean Genet... L'Arabe prend ensuite une figure plus familière, grâce au cinéma. Mais, après le 11 septembre 2001, il devient la cible d'une guerre idéologique tous azimuts. Didier Lestrade, co-fondateur d'Act Up-Paris, militant en pointe de la lutte anti-sida, a écrit un essai, en 2012, intitulé « Pourquoi les gays sont passés à droite ». A ses yeux, ils sont entrés dans une logique d'embourgeoisement, de classe et de patrimonialité, à partir de la fin des années 1990, après le progrès des thérapies contre le sida.

-Sur **la question de la prostitution**, Jean Stern évoque le cas des mizrahim, désignés dans les années 1960 sous l'appellation méprisante de « la classe noire ». Ces Juifs, originaires du Maghreb et du Moyen-Orient, sont utilisés par Israël pour vendre aux occidentaux « une alternative au corps de l'Arabe ». Ils sont à la fois maltraités par la police et par les clients. Quand, le 2 juillet 2014, avant les bombardements sur Gaza, Mohammed Abu Khdeir, un palestinien de 16 ans, est brûlé vif à Jérusalem-Est, la facho-sphère israélienne affirme aussitôt qu'il s'agit d'un prostitué, assassiné par un client mécontent. La rumeur est reprise en France sur les sites du Figaro et du Point, avant que le Shin Beth identifie rapidement les coupables : 3 colons israéliens. Le message est néanmoins passé : la Palestine est homophobe, contrairement à Israël. Mais un an plus tard, le 30 juillet 2015, à la parade gay de Jérusalem, Shira Banki, une israélienne de 16 ans, est poignardée à mort par un juif ultraorthodoxe. Contre les gays ou les Arabes, « la haine est le carburant d'Israël », affirme Jean Stern.

Compte-rendu de **Nicole Amphoux**, Marseille, le 22 mars 2018